

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA GAZETTE DES TRIBUNAUX (34^e ANNÉE JUDICIAIRE).

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1859.

NOTA. Cette TABLE est divisée en cinq parties. La première comprend les Questions de droit et les Faits. — La seconde les Noms de lieux et de personnes. — La troisième les Sociétés commerciales. — La quatrième les Faillites. — Enfin la cinquième et dernière partie contient la Nomenclature des ouvrages dont il a été rendu compte ou des articles dits Variétés qui ont été insérés dans le journal pendant l'année 1859. Les dates des jours et des mois qui suivent chaque mot de matière et chaque nom de lieu et de personne, sont celles des numéros de la Gazette où l'on trouve les renseignements que l'on désire sur les matières, les lieux et les personnes qui sont l'objet de la recherche.

Première Partie.

QUESTIONS DE DROIT ET FAITS.

A

Abordage en mer. En cas de doute sur les causes, la présomption légale est qu'il est le résultat d'un cas fortuit, 19 oct.
Abus de blanc-seing. L'existence du blanc-seing, quand il est de plus de 150 fr. peut-elle être établie devant le Tribunal correctionnel par la preuve testimoniale? 3 déc.
Abus de confiance. La revendication autorisée au cas de perte ou de vol d'un objet mobilier est-elle ouverte au cas d'abus de confiance? 17 juil. — S'en rend le coupable l'huissier chargé du recouvrement d'une créance, dissimule la réalité qu'il a faite pour son mandant, et retient, malgré ses réclamations, la somme recouvrée? La Cour impériale, saisie de la prévention, peut-elle l'acquiescer sur le motif qu'il était solvable et qu'il y avait compte à régler entre les parties? 29 avril.
Affaire de la Compagnie impériale des voitures de Paris, 10, 17, 18, 19 fév., 27, 28, 29, 30 avril, 1 au 12 mai (Texte de l'arrêt, 13 mai). — Affaire de la caisse de la boulangerie, 21, 23 août.
Accidents. Arbre qui se renverse aux Champs-Élysées sur un omnibus, 22 déc. — Par suite d'un ouragan, 15 avril. — Femme brûlée, 30 janv., 5, 19, 27 mars, 13 juil., 13 août, 16 sept., 23 déc. — Cheval qui s'empare, 22 mai. — Chutes d'échafaudages, 27 fév., 15, 25 mai, 9, 13, 19 juil., 21 sept., 15, 20 nov. — Conducteur écrasé sous sa voiture, 1 juil. — Homme écrasé, 13, 18, 23 nov. — Ecoulement d'une voiture, 25 mars. — D'un plafond, 21 avril. — D'une chèvre dans l'église Saint-Roch, 30 sept. — Homme qui tombe dans une chaudière, 20 nov. — Mort dans un bain, 10 sept. — Bateau qui sombre, 7 mars, 19 mai, 3 nov. — Explosion de poudre dans la maison n° 20 de la rue du Cloître-Notre-Dame, 21 mai. — Explosion d'une gazelle, 15 avril, 22 mai, 25 juin, 16 juil., 30 sept., 16, 25 oct., 17 nov. — Explosion de la chaudière d'un petit bateau à vapeur sur le canal Saint-Martin, 13 mai. — Explosion d'une lampe à l'huile dans le schiste, 26, 27, 30 oct. — Chutes dans le canal Saint-Marcel, 29 avril. — Ouvriers ensevelis dans des démolitions, 18 sept. — Accidents de voitures, 30 avril, 14 mai, 12 juin, 24 août. — Mort accidentelle, 3, 13, 19 avril, 9 oct., 18 nov. — Choc d'un camion et d'un omnibus, plusieurs blessés, 20 avril. — Factionnaire mordu au Jardin des-Plantes par une alléonide, 19 août. — Homme tué à Nevers par les brancards d'un chariot. Singulière découverte faite sur lui et chez lui par son mari, 18 nov. — Explosion de poudre à Douai. Ecoulement de la maison, 2 janv. — Explosion de gaz à Tourcoing, 3 mai. — Éboulement par la foudre du pont de Langesais, 26 juil. — À Saint-Nazaire, Neuf personnes noyées, 26, 28 août. — Mort de trois puitsiers à Saint-Romans-les-Vellès, 11 sept. — Dans le port d'Alger, au contre-amiral Fourchon, 4 mai. — L'Évêque d'Aire tombe dans un trou, 7 juin. — Chute au théâtre de Nantes, 14 déc. — Barque de pêcheurs qui chavire à Quinqué (Finistère), 23 sept. — À Marseille, 23 sept. — Éboulement d'une maison à la Guillotière, 17 déc. — Accident de voiture arrivé à la reine Marie-Amélie, en Angleterre, 25 août. — Danger couru par le sultan dans le Bosphore, 17 sept. — Mort du fils du gouverneur général du Canada dans la rivière Saint-Maurice, 25 oct. — V. Enfants, Chemins de fer.
Accouchement sur la voie publique, 30 nov.
Acquiescement à jugement. Résulte-t-il du paiement du principal intérêt et des frais réservés? 25 janv. — La partie qui obtient un arrêt a-t-elle le droit de le lever et de la faire signifier aux frais de la partie condamnée, nonobstant l'acquiescement notarié signifié par celle-ci avant cette levée et cette signification? 26 juin.
Acte sous seing privé. Y a-t-il nullité lorsque après la signature d'un contrat synallagmatique en autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes, tous les originaux restent entre les mains d'une seule des parties? 6 mars.
Actions industrielles. Les valeurs au porteur inventoriées après décès du propriétaire, doivent-elles être cotées et parapchées? La veuve universelle de son mari peut-elle s'y opposer? 26 janv. V. Agent de change.
Action possessoire. Quand y a-t-il cumul du possessoire et de la pétitoire? 9 avril. — L'allégation par le défendeur que le terrain qui fait l'objet de la plainte fait partie du domaine public, autorise-t-elle le juge du possessoire à repousser l'action ou à surseoir jusqu'à ce que l'État ait été mis en cause? 20 août.
Administrateur judiciaire. V. Succession.
Adultère. Le mari est-il recevable à opposer à la plainte de la femme une fin de non-recevoir tirée de l'indignité de sa concubine? 30 juin. — Adultère du mari dans le domicile conjugal, quel est le domicile conjugal dans le sens légal? 29 nov.
Affaires d'Italie. Médiation de l'Angleterre, 28, 29 avril. — Révolution en Toscane, 29 avril. — Proclamation de l'Empereur aux peuples, 4 mai. — Décret et arrêté sur les engagements volontaires, 5 mai. — Arrêté sur le remplacement des sujets et aux navires autrichiens qui se trouvent en France au moment de la guerre, 6 mai. — Contrat d'affrètement pour le transport d'une cargaison, 13 mai. — Démission de l'Empereur pour l'Autriche, 12 mai. — Démission du comte Buol, 15 mai. — Réception aux Tuileries par l'Impératrice, des grands corps de l'État, 23 mai. — Mort du roi de Naples, 25 mai. — Communication aux journaux sur la forme de la polémique concernant l'Autriche, 1er juin. — Chute du ministère Derby, 16. — Nouvel ministère anglais, 18 juin. V. Congrès, Corps législatifs, Guerre d'Italie, Moniteur.
Agent de change. Qui négocie un titre au porteur ne garantit la vérité du titre et non la légitimité de la possession, 8 janv. — Est-il responsable envers celui qui, après avoir perdu le titre au porteur, a fait sa déclaration au syndicat des agents de change, et dont les titres ont été négociés nonobstant cette déclaration? 22 janv., 10 avril, 8 sept. — A-t-il action contre son client pour se faire rembourser des sommes par lui avancées à celui-ci pour des opérations de Bourse? 2, 3 août. — Peut-il opposer en compensation à une demande en restitution de valeurs à lui remises à titre de couverture, les sommes par lui constituées à raison de jeux de Bourse? 20 avril. — Peut-il opposer à la Bourse de charge, l'acte d'un agent de change à Paris pour faire acheter des fonds que lui remet le client pour l'exploitation d'une charge d'agent de change? 1er. — Agent de change dont l'un des commis a été condamné pour détournement de valeurs au préjudice de son patron a-t-il une action directe et personnelle en dommages-in-

térêts contre les agents de change auxquels les fonds provenant de ces valeurs ont été remis pour être employés à des jeux de Bourse? 6 août. — Décret sur les commis auxiliaires, 18 oct. — Article à ce sujet, 25 nov. V. Contrainte, Coulistiers.
Agent voyer. Est-il fonctionnaire public? 29 juil.
Algérie. Lorsque des Israélites contractent mariage devant l'officier de l'état-civil français d'abord, puis devant le rabbin, leur mariage est-il valable? 1er janv. — L'article 14 paragraphe 2 de la loi du 16 juin 1851 qui dispose qu'aucun droit de propriété ou de jouissance portant sur le sol indivis d'une tribu ne peut être aliéné à un étranger, s'applique-t-il aux propriétés individuelles et situées en territoire civil? 5 mai. — La loi du 21 mai 1858 sur les ordres est-elle exécutoire en Algérie? 19 juil. — Affaire du Midjels de Tlemcen. Cinq magistrats musulmans accusés de corruption, 5 avril. — Affaire de l'assassinat du courrier d'Aumale, 25 juin. — Affaire de l'insurrection du Sud. Si Sadoq et ses coaccusés, 23 août, 17 sept. — Quand la promulgation d'une ordonnance est-elle réputée connue en Algérie, 13 mai. — Installation de la nouvelle Cour impériale, 12 janv. — Rapport et décret sur les législations des signataires des officiers publics par les juges de paix, 3 nov. — Décret qui étend à l'Algérie la loi sur l'assistance judiciaire, 4 mars. — Nominations de défenseurs près les Tribunaux de l'Algérie, 28 sept. V. Délais de distance.
Aliéné. Les significations faites au domicile d'une personne placée dans un établissement d'aliénés sont-elles nulles de plein droit? 15 sept.
Alignement. V. Rues de Paris, Voirie.
Aliments. V. Legs.
Amérique. Législation sur les noirs, 29 janv.
Amnistie. A tous les individus condamnés pour crimes ou délits politiques ou qui ont été l'objet de mesures de sûreté générale, 18 août. — Aux journaux pour les avertissements, 19 août. — Question d'application à des débits de provocation à des attroupements, 20 nov.
Annonces judiciaires. Les insertions dans les journaux, exigées par les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique doivent-elles être considérées comme annonces judiciaires et soumises à l'article 23 du décret du 7 février 1852? 11 mai.
Apanage du duc d'Orléans. Le capital de la rente apanagère formant le prix de l'adjudication faite en 1793 de certains dépendant du Palais-Royal, portion de l'apanage constitué en 1673 au duc d'Orléans, appartient à l'État, et, par suite, cette créance a pu être prescrite par trente ans, 29 mars.
Appel. Le créancier qui demande et obtient le paiement d'une somme inférieure à 1,500 fr., est-il recevable à interjeter appel du jugement qui a refusé de prononcer la contrainte par corps contre son débiteur? 19 avril. — La partie qui, en première instance, a déclaré s'en rapporter à justice et à ce que les contestants fussent condamnés aux dépens, conserve-t-elle le droit d'interjeter appel du jugement et de proposer toutes défenses à l'action principale? 11 mars. — La signification d'un commandement à fin d'exécution d'un jugement, faite postérieurement à l'appel entraîne-t-elle la renonciation à cet appel? Quid lorsque l'huissier a agi sans pouvoir de l'appeler? 11 août. — Est-il recevable, après trente ans, l'appel d'un jugement? 19 juil. — Question de demande nouvelle, 18 août.
Arbitrage. Les arbitres forcés peuvent-ils recevoir des honoraires? 15 fév.
Arrestation d'un voleur au moment où il entre au bal de l'Opéra, 2 mars. — De plusieurs malfaiteurs, 2 avril, 20 déc. — De dix jeunes malfaiteurs, 8 sept.
Arrêt. V. Jugement.
Arrêté préfectoral. Peut-il fixer la largeur des chemins vicinaux dans la partie qui traverse les villes et bourgs? 29 juil. — Peut-il, après avoir annulé un arrêté municipal, substituer à cet arrêté un autre arrêté ayant pour but de réglementer les mêmes objets? 26 nov., 4 déc. — V. Compétence, Eau (cours d').
Assassinat (ou tentative d'). De la domestique d'une vieille dame, boulevard Beaumarchais, 19, 20 janv. — De la veuve Chéreau, rue Geoffroy Saint-Hilaire, en 1856, découverte des assassins, 11 mars. — Rue de la Roquette, n° 6, de la servante d'un boucher, 5, 6 avril. — Arrestation des assassins, 19 avril. — À Issy, de la femme G..., 5 oct. — À Vaugirard, barrière des Fourneaux, 10 mars. — À Viella (Gers), 24 août. Sui-vidé, à Haudreville (Eure), 18 sept. — Près Saint-Polys-carpe (Aude), 1 juil. — Sui-vidé de vol à Givrieux (Ain), 6 déc. — À Grèges, près Dieppe, 10 fév. — À Villeneuve d'Angé (Loiret), 29 oct. — À Germainville (Eure-et-Loir), 29 oct. — De la femme du médecin de Besouze (Gard), 15, 20 janv. — À Collognes (Rhône), 21 janv. — À Cabanis (Gard), 4, 6 janv. — À Saint-Fort (Mayenne), 6 janv. — À Avignon, 28 oct. — De la veuve G..., à Menet-Guyon (Seine-et-Oise), 28 sept. — D'un messager et de sa fille à Rognac (Bouches-du-Rhône), 20 oct. — Double assassinat à Bizy (Loir-et-Cher), 10 déc. — Parricide à Saint-Laurent de Mure (Rhône), 31 juil. — Triple assassinat à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), 20, 21 oct. — À Berlin, 17 juil. — Double assassinat à Eberfeld (Prusse), 31 mars. — Onze personnes assassinées dans la même maison, à Welzeargun (Saxe), 27 juil. V. Meurtre.
Assignation. Elle doit être faite séparément en deux copies à deux époux séparés de corps, 12 juil.
Assistance judiciaire. Est-ce le bureau du domicile du demandeur en assistance ou celui du Tribunal près duquel la commandement est porté qui doit accorder ou refuser l'assistance? 27 avril.
Associations ouvrières. Est-elle nulle comme violant le principe de la liberté du travail la clause d'une association par laquelle l'associé s'engage, au cas où il voudrait à quitter la société, à ne point exploiter une industrie similaire dans le lieu cité, et ailleurs, pendant toute la durée de la société? 26 oct. même ou ailleurs, pendant toute la durée de la société? 26 oct. — Assurances. En matière d'assurance, il n'y a pas de primes sans risque (affaire de la Société des Palais de l'Industrie), 30 janv. — Les compagnies d'assurances peuvent-elles être assujetties au domicile de leurs agents? 27 sept.
Assurance contre l'incendie. Les assurances terrestres et spécialement les assurances contre l'incendie sont assimilées aux assurances maritimes relativement à l'admissibilité de la preuve testimoniale, 31 mars. — Peuvent-elles fractionner à leur discrétion le paiement de l'indemnité due à l'assuré qui a éprouvé un sinistre? 12 avril. — Une compagnie d'assurance nonobstant la sinistre arrivé à l'acquiescement de l'assuré est-elle résiliée de plein droit par la vente de l'immeuble assuré, lorsque l'acquiescement a été remis, dès le lendemain de la vente, aux employés

de la compagnie, son adhésion à la police d'assurance du vendeur, bien que l'incendie de l'immeuble vendu ait eu lieu avant l'acceptation par la compagnie de l'adhésion de l'acquiescement, 9 déc. — V. Privilège.
Assurance contre les faillites. La compagnie est-elle une société civile? 9 avril.
Assurance maritime. Quand y a-t-il échouement avec bris dans le sens légal? 29 janv. — Lorsqu'il s'agit d'objets d'art avariés, les assurés peuvent-ils effectuer le délaissé ou faut-il recourir au règlement d'avaries? 17 avril.
Assurance mutuelle. Question de la résiliation des contrats pour élévation du contingent, 8 mars, 24 juin, 14 sept.
Assurance sur la vie. Questions de paiement de prime et de nullité pour réticence? 5 mars. — Assurance contractée en Suède, 27 nov.
Attentat aux mœurs. L'art. 334 du Code pénal est-il applicable au fait reproché à une fille publique d'avoir reçu chez elle simultanément plusieurs mineurs et de s'être prostituée successivement à chacun d'eux en présence les uns des autres? 8, 15 juil.
Attermoiment amiable. Les dispositions des articles 597 et 598 du Code de commerce qui frappent de nullité les traités particuliers attribuant des avantages à l'un des créanciers, sont-ils applicables au cas d'attermoiment amiable comme au cas de faillite déclarée? 5 juil.
Aubergiste. Celui qui refuse de soigner un voyageur, encourt-il la responsabilité civile (art. 183 du Code Nap.), et pénale (art. 319 du Code pénal), en cas de mort? 8 janv. — Est-il responsable de la perte ou du vol des effets du voyageur, 26 août.
Audience supplémentaire. Au Tribunal civil de la Seine, 26 janv.
Audiences de rentrée. Discours : Paris, Cour de cassation, 4 nov.; Cour impériale, 5 nov.; Dijon, 6 nov.; Metz, 8 nov.; Nancy, 10 nov.; Aix, 11 nov.; Orléans, 12 nov.
Aveu. De l'aveu en droit criminel, 8, 12, 15, 16 oct.
Aveu judiciaire. En quel sens indivisible? 25 août.
Avocat. Conférences, 4, 10, 18, 25 janv., 1, 15, 22 fév., 1, 8, 15, 23, 29 mars, 5, 12, 19 avril, 3, 10, 17, 24, 31 mai, 24 juin, 5, 12, 19, 26 juil., 2, 9, 10 août. — Conférences particulières de jeunes avocats, 8 mars. — Elections, 3, 6, 9 août. — Rentrée des Conférences : Discours, 20, 23, 25, 26, 30 nov., 9, 13, 20, 27 déc.
Avocats au Conseil. Elections, 18 août.
Avolement. Il y a nullité de l'arrêt de la Cour d'assises, si dans une accusation de tentative d'avortement, le président a omis de consulter le jury sur la question de savoir si la femme, objet de la tentative, était enceinte? 7 janv.
Avoûé. Les avoués sont-ils assujettis à la taxe additionnelle à la contribution des patentes, destinée à subvenir aux dépenses des Bourses et chambres de commerce? 10 avril. — Trouvent-ils dans leur titre de mandataire ad litem le pouvoir de représenter leurs clients dans les ordres amiables dont la tentative doit précéder la procédure d'ordre? 20 nov., 1 déc. — En matière d'ordre amiable, le ministère des avoués est-il obligatoire? 15 mai. — Le droit d'assistance accordé à l'avoué en matière d'adjudication d'immeubles pour chaque lot adjugé jusqu'au maximum de six lots, s'applique-t-il aux adjudications renvoyées devant notaires? 8 avril. — Le droit de 25 francs alloué aux avoués, en cas de partage et licitation, si la fixation de la mise à prix d'un immeuble a pu avoir lieu sans expertise préalable, est-il dû aux avoués colicitants? 26 mai. — Dans les affaires qui ne sont pas en état sont nulles toutes poursuites faites et tous jugements obtenus postérieurement à la démission de l'avoué d'une des parties sans qu'il ait eu constitution de nouvel avoué, 12 déc. — Faute par l'avoué de représenter, sur la demande de la partie assignée, le registre de recettes exigé par l'art. 151 du tarif, il est non-recevable à réclamer la somme que cette partie prétend lui avoir payée pour ses frais et honoraires, 27 oct. — Dans une instance en compte, doit-on allouer les frais de la grosse du compte et de sa signification aux avoués des parties en cause? 21 avril. — Elections, 20 août. — Décret qui réduit le nombre des charges d'avoués à Paris et à Riom, 20 oct. — V. Huissier.

B

Bail. Le bruit des enclumes d'un serrurier voisin constitue-t-il un vice caché de nature à faire annuler le bail? 27 janv. Est-il valable quoique non fait double? Est-il opposable à l'acquiescement de l'immeuble? 19 juil. — Lorsque le bail ayant été fait à une société avec interdiction de sous-louer, la société originaires s'est dissoute et a été remplacée par une société nouvelle, cette dernière peut-elle se substituer à la première pour continuer la jouissance? 3, 23 fév., 19 août. — En cas de cession du bail par le locataire, cession autorisée par le bail, le propriétaire est-il en droit d'exiger que les quittances de loyer soient au nom du locataire primitif? 25 fév. — Lorsqu'une boutique a été louée pour exercer une profession déterminée, le locataire peut-il fermer sa boutique et transporter ailleurs son industrie? 8 sept. — Le propriétaire doit-il des dommages-intérêts au locataire qui a été obligé de déménager pour cause de démolition opérée par mesure de police, la maison menaçant ruine? 24 fév., 9 avril. — Le concierge est-il tenu d'indiquer la nouvelle adresse d'un ancien locataire? Dans ce cas, le propriétaire est-il responsable du fait de son concierge? 10 sept. — Le propriétaire est-il responsable d'un fait qui lui est étranger, lequel il ne pouvait ni prévoir, ni empêcher, et qui n'est la conséquence d'aucun droit de propriété ou de servitude réclamée par un tiers (par exemple des travaux publics)? Dans ce cas, y a-t-il lieu d'appliquer l'art. 1719 du Code Nap.? 10, 28 mai, 18 août.
— Le négociant qui quitte les lieux peut-il mettre son enseigne à liquidation générale pour cause de bail non renouvelé? — seigne : « Liquidation générale » peut-elle être maintenue? 29 mai. — Le propriétaire peut-il retenu indéfiniment le mobilier de son locataire sans avoir recouru à un acte de procédure? 24 déc. — Bail à une fille publique par un locataire durable? 24 déc. — Bail à une fille publique la résiliation et principal : droit du propriétaire de demander la résiliation et l'expulsion de la locataire, 27 avril. — Boutique louée à un marchand de bigueux, 24 fév. V. Expropriation. — Faillite.
Bande de brigands. De Manuel Castillo en Espagne, 18 août.
Banque de France. Le bon de virement sur la Banque de France passé par un banquier au profit d'un agent de change opère-t-il la transmission du crédit du premier à la Banque au

crédit de cet agent? Faut-il que la Banque ait constaté ce crédit sur le carnet dudit agent? 3 avril. V. Dot.
Banquier. Le banquier qui a fait des avances sur des marchandises expédiées d'une autre place, sinon à lui directement, au moins pour lui dans les magasins d'un tiers choisi par lui et tenues ainsi à sa disposition, de la part de l'emprunteur, qui lui a remis les lettres de voiture, a-t-il le privilège, en cas de faillite de l'emprunteur, pour le remboursement de ses avances? 11 janv. — Le banquier qui a reçu, pour en opérer le recouvrement, un titre de rente étrangère, est-il responsable en cas de perte accidentelle (à la poste par exemple)? 19 janv. — Peut-elle être valablement stipulée une commission de banque de 1 pour 100 tous les six mois, soit à pour 100 par an en outre de l'intérêt de 6 pour 100? 28 juil.
Bénéfice d'inventaire. L'héritier bénéficiaire peut-il, sans compromettre sa qualité, faire des actes de gestion en dehors de ses pouvoirs d'administration? 13 déc. Spécialement faire à l'amiable délivrance des legs portés au testament? 30 juin. V. Succession.
Billet à ordre. Celui qui a transmis par endossement un billet à signature fautive doit-il à ses créanciers la garantie des endossements antérieurs au sien et du paiement de l'effet? Le propriétaire de ce billet peut-il le revendiquer entre les mains du porteur de bonne foi qui l'a escompté d'un endosseur subscrit? 20 janv. — Le défaut de prêt au domicile du souscripteur ne permet pas d'admettre l'action du porteur contre l'endosseur, 8 juil. — Est-il nul le billet s'écrit par une femme de commerçant non commerçante elle-même, qui ne contient pas le bon ou approuvé? 1 sept. V. Faillite.
Boucher. Le décret par lequel le gouvernement a rendu libre, à Paris, le commerce de la boucherie, en abrogeant l'ordonnance du 18 octobre 1829 qui avait limité le nombre des boucheries, ouvre-t-il aux bouchers de Paris le droit de réclamer à l'État une indemnité? 1 oct.
Boutiques. Les boutiques de la Seine et de la Seine-Inférieure, au point de vue de l'impôt de la taxe d'habitation, ont-elles le caractère de boutiques de commerce? 20 mai. — Les boulangers du département de la Seine doivent-ils le paiement de leurs farines par l'intermédiaire de la Caisse de service de la boulangerie, 12 juil.
Bourse. V. Jeu de Bourse.
Brevet d'invention. Est-il déchu pour non exploitation pendant deux années, alors que l'inaction de l'inventeur provient de son défaut de ressources? 13 janv. — Peut-on opposer à celui qui forme l'action en nullité ou en déchéance de brevet l'exception du défaut de qualité ou de communication des brevets qu'il prétend avoir obtenus lui-même? 4 déc. — Est-elle susceptible d'être brevetée l'invention constituant une application nouvelle de moyens connus? 15 janv., 17 fév., 28 avril, 2 août. — La mauvaise foi est-elle nécessaire pour vicier la description jointe au brevet d'invention et le faire annuler? 12 janv. — Une demande en nullité fondée : 1^o sur ce que la description contenue au brevet serait insuffisante; 2^o sur ce que cette description n'expliquerait pas d'une manière complète et légale le procédé breveté, peut elle être écartée par le juge par un motif unique tiré de la bonne foi de l'inventeur? 30 nov. — Brevet d'addition : valable à quel-les conditions (la teinture par compartiments)? 17 août. V. Chose jugée.

Cadauere. D'homme retiré de la Seine ou du canal, 27 janv., 20, 22 fév., 5 mars, 26 mai, 6, 11 oct. — De femme, retirée de la Seine ou du canal, 17 mai, 9 juin, 9 sept., trouvé dans la forêt de Chantilly, 14 oct. — De femme trouvée dans la chambre de son mari qui se suicide, 10 avril. — D'homme trouvé place du Trocadéro, 22 mai. — Rue de la Gare, dans un chantier, 27 mai. — Rue Bichat, 24 nov. — Trouvé aux environs de Saint-Antoine (Tarn-et-Garonne), 14 janv. — De femme dans la forêt de Chantilly, 21 sept. V. Suicide.
Caisse de la boulangerie. La Caisse a-t-elle le privilège pour le remboursement des avances qu'elle a faites aux boulangers? 28 oct. V. Abus de confiance.
Cautionnement. Est-il nul comme ayant pour objet un chose indéterminée, le cautionnement donné au cours d'un compte-courant et pour le solde éventuel de ce compte-courant? 5 juin. — La caution solidaire peut-elle invoquer l'exception *cedendum actum?* 21 sept.
Cercueil. V. Pompes funèbres.
Chambre de commerce de Paris. Elections, 27 mars.
Chambres temporaires des Tribunaux de première instance de Saint-Marcellin et de Bourgoin, 18 mars.
Chasse. Le faisan élevé dans une volière est-il gibier dans le sens de la loi sur la chasse qui en prohibe le colportage et la vente? 9 oct. — La femme qui chasse avec son mari doit-elle être munie d'un permis? 22 nov. — De la nécessité de modifier la loi sur la chasse (articles de M. Bonneville), 26, 28 sept. — Une Cour impériale saisie par appel d'une infraction à la défense du transport de gibier en temps de chasse prohibés, ladite infraction commise par un facteur des Messageries impériales, a-t-elle pu acquiescer le prévenu en déclarant, en fait, que s'il est certain qu'il a transporté une horricerie contenant du gibier, il est également certain qu'il n'a connu ni pu connaître la présence de ce gibier dans la horricerie? 13 déc.
Chemins de fer. Questions des tarifs différentiels, traités particuliers et abattements de tarifs, 4, 6 janv., 13, 21, 24 avril, 1 mai, 9 juin. Particulièrement, permis de circulation gratuite à certains expéditeurs, 6 janv. — Les compagnies sont-elles responsables des valeurs renfermées dans des bagages, lorsque ces valeurs n'ont point été déclarées? 17 mars (bis). — Quid de l'incendie de marchandises dans la gare, alors qu'il a été stipulé que les propriétaires les feraient assurer? 6 nov. — Est-elle valable la stipulation de transport sans garantie exigée de l'expéditeur par une compagnie de chemin de fer, en dehors des cas où la loi et le cahier des charges permettent à la compagnie de s'exonérer sans garantie? 27 janv., 27 oct. — Les compagnies qui délivrent à Paris des billets pour voyager à l'étranger, aller et retour, dans un temps déterminé, sont-elles responsables des obligations qui incombent aux compagnies étrangères pour le transport des voyageurs et de leurs bagages? 1 fév., 24 août. — Les compagnies sont-elles tenues de recevoir et transporter un colis accompagné d'une lettre de voiture portant la clause de retenue du tiers de la voiture en cas de retard? 16 déc. — La responsabilité de la compagnie comme voiturier subsiste-t-elle encore après la réception du colis par le destinataire? 27 avril.

TABLE

DES OUVRAGES DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE,

et des articles dits VARIÉTÉS,

Dont la notice ou l'insertion se trouve dans la Gazette des Tribunaux de l'année 1859.

Aliénation (de l') et de la prescription des biens de l'Etat, des communes et des établissements publics, par M. Des Glax, 12 nov.

Analyse des Circulaires du ministre de la justice, 12 avril.

Calas et sa famille, par M. Coquerel, 2 janv.

Commentaire de la loi portant modification des articles du Code de procédure, sur les saisies immobilières et les ordres, 21 janv., 22 juil.

Commentaire des privilèges et hypothèques, par M. Paul Pont, 24 août.

Commentaire du Code de commerce maritime, par M. Berrard, 3 nov.

Congrès de Bruxelles. — Propriété artistique et littéraire, 26 fév.

Etude sur le Tanasakir ou Code des lois d'Arménie, 19 oct.

Législation appliquée des établissements industriels, par M. Bourguignat, 21 juin.

Magistrats et avocats du pays Chartrain, avant 1789, 21 octobre.

Marcel, par M. Corne, 27 avril.

Mort d'un dey d'Alger, en 1754, 25 sept.

Noms (des) et des marques de fabrique, par M. Calmeil, 26 février.

Nouveau Manuel pratique du Code de commerce, par M. Picot, 22 sept.

Paix (la) et la trêve de Dieu, par M. Semichon, 26 fév.

Parlement (le) de Paris, par M. Desmazes, 11 août.

Procès du très-méchant et parricide Ravaillac, 28 oct.

Procès (un) en 1790. Une actrice et son architecte, 18 septembre.

Sections (des) de communes, par M. L. Aucoq, 18 juin.

Traité de l'ordre et de la purge des hypothèques, par M. Houyvet, 11 août.

Traité de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation, par M. Genly, 3 nov.

Tribunaux (des) et de la procédure criminelle, avant 1789, 7, 9 juil., 6 août, 16, 24 sept., 1, 6 oct.

Vie (une), par M. d'Aiguy, 19 juin.

Table of contents for the first column, listing various legal works and their authors, including titles like 'Aliénation (de l') et de la prescription des biens de l'Etat' and authors like 'M. Des Glax'.

Table of contents for the second column, listing various legal works and their authors, including titles like 'Commentaire du Code de commerce maritime' and authors like 'M. Berrard'.

Table of contents for the third column, listing various legal works and their authors, including titles like 'Marcel' and authors like 'M. Corne'.

Table of contents for the fourth column, listing various legal works and their authors, including titles like 'Procès (un) en 1790' and authors like 'M. L. Aucoq'.